

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

20^{ème} année - N° 3507 - Lundi 04 Novembre 2019 - Prix : 200 Fc

INTERVIEW

Elle se confie sur son cancer de sein

Moinafatima Charani est atteinte d'un cancer du sein. Loin de se recroqueviller dans le silence, elle prend son courage à deux mains, brise un tabou et se confie dans l'espoir de sensibiliser les autres sur ce qu'elle qualifie, à juste titre, de « tueur silencieux ». Car pour elle, la honte n'est pas le fait d'être atteint d'une maladie, mais qu'au troisième millénaire « notre pays ne dispose pas d'une stratégie nationale contre le cancer ». L'espoir qu'elle nourrit n'est pas un vœu pieu car, en effet, elle est une des membres fondateurs de l'ACCF, une association qui lutte contre le cancer chez la femme comorienne. Laquelle association, soit-dit en passant, a célébré l'Octobre rose le 30 octobre à Moroni.

La Gazette des Comores : Nous sommes à un mois où le monde entier bat campagne contre le cancer. Il se trouve que vous êtes en soin en France pour cette maladie. Pouvez-vous nous parler un peu de votre cas ?

Moinafatima Charani : Tout d'abord, merci pour cette opportunité. Au fait, j'ai moi-même découvert la petite boule dans le sein et je suis partie voir mon gynécologue. Il me confirme la présence de la petite boule. Selon lui, elle n'était pas volumineuse et qu'il allait me prescrire une pommade à appliquer et m'opérer si elle ne disparaît pas au bout d'un mois. Mais avant tout cela, il recommande une échographie. Jusque là, rien d'inquiétant pour moi. Le radiologue confirme la présence d'un nodule, me pose des questions sur mes antécédents familiaux et demande à ce que je fasse une mammographie. Je reviens vers mon gynéco et malgré la conclusion de l'échographie, il insiste sur l'opération et un prélèvement à envoyer à l'Ile de La Réunion pour examen. C'est là que je commence à me dire que quelque chose ne tournait pas rond. Et si le résultat est positif, c'est quoi la suite ? Débrouille-toi ? J'ai donc décidé de moi-même de partir à l'extérieur. Ce

qui m'a brisé le cœur ce n'est pas que mon gynécologue n'ait pu détecter le cancer parce que c'est après plusieurs examens que ça se confirme, mais plutôt sa réponse quand je lui ai annoncé la décision de partir à l'extérieur. Il m'a tout simplement répondu « c'est à toi de voir ». Non ! Je m'attendais à ce qu'il m'en dise plus. Qu'il m'encourage, me conseille dans cette démarche. J'estime d'ailleurs que ça devrait venir de lui et non l'inverse.

LGDC : Au vu de ce qui s'est passé, vous devez être déçue. Peut-on, tout de même, continuer à faire confiance aux médecins comoriens ?

MC : Au-delà de la confiance ou pas, vous savez qu'aux Comores, le cancer fait partie des maladies orphelines. Le malade est livré à lui-même parce qu'il n'y a aucune structure dédiée à cette maladie, aucun moyen de le guérir au pays. Pire, même avec le peu de moyens existants pour la prévention, je parle du dépistage précoce par la mammographie ou le frottis pour les femmes, aucune sensibilisation du grand public. Il est vrai que ces examens sont pratiqués dans des structures privées et ne sont pas à la portée de tout le monde, mais même celles qui pourraient se les payer sont sous informées pour ne pas dire pas du tout ! L'Union Comorienne Contre le Cancer (UCCC) a beaucoup travaillé sur ces sujets, malheureusement, peu d'accompagnement de la part des pouvoirs publics.

Pour revenir sur la question de la confiance, je saisis cette occasion pour interpeller nos médecins, leur demander de bien prendre leur temps pour écouter, conseiller et orienter leurs patients car ce n'est pas le cas pour certains, malheureusement. Vous savez quoi ? On m'avait aussi prescrit un médicament contre-indiqué. Je ne doute absolument pas des compétences mais je verse cela dans l'imprudence.

LIRE SUITE PAGE 3



BIC COMORES
GROUPE BNP PARIBAS

LA BIC-COMORES

Vous informe de la mise en vente des biens suivants :

- * 2 maisons sur le même lotissement dont une avec étage situées à SIMA quartier WEIMANI-Anjouan
- * 1 maison située à MUTSAMUDU quartier CHAOUENI – Anjouan
- * 2 maisons sur le même lotissement situées à MUTSAMUDU quartier CHITSANGANI – Anjouan
- * 1 Maison située à ONGODJOU – Anjouan.
- * 1 maison située à HAPANDRE –MUTSAMUDU
- * 2 entrepôts situés à PAGE -MUTSAMUDU

Pour la visite, vous prendrez contact avec
La BIC-MUTSAMUDU
Tél. +(269) 771 01 71 ou 771 02 71

Vos propositions faites sous enveloppe fermée devront être déposées
à la BIC Agence de Mutsamudu ou à la BIC Place de France à Moroni.

ENVIRONNEMENT

De l'humour pour conscientiser les jeunes à la protection de l'environnement

Depuis quelques jours, des jeunes sensibilisaient l'opinion publique sur le changement climatique. C'était l'occasion pour Anass Saïd Chaihane de montrer son engagement pour le développement durable et ce à travers l'humour.

De la scène à la comédie, de l'humour au sketch, Anass Saïd Chaihane utilise l'humour pour véhiculer son message en ces jours de sensibilisation sur le changement climatique. Celui qu'on surnomme le doyen montre que le combat et la sensibilisation du changement climatique est au cœur de ses œuvres. « Le changement climatique est le résultat de nos bêtises. On pollue l'atmosphère, qui nous est indispensable dans notre vie quotidienne et celle de nos enfants », lance-t-il. Devant le public, le jeune humoriste montre que le combat et la sensibilisation

contre le changement climatique est l'un des objectifs de Comores Comédie Club dont il est le vice Président. Pour eux, louer de l'humour est l'engagement qu'ils adaptent pour faire des Comores, un lieu de rire international en vue de faciliter la compréhension à la future génération.

Pour Anasse, le changement climatique est le fruit de la maltraitance de cette belle nature. Il est temps que les acteurs politiques et le secteur privé revoient leurs politiques et mettent en marche des dispositifs pour lutter contre le changement climatique. « Aujourd'hui, le combat contre le changement climatique dans est un challenge pour la planète entière. Arrêtons et que chacun prenne ses responsabilités », martèle-t-il.

Lors de leur sortie, le CCC cible la jeunesse. Selon eux, elle est le moteur de ce qui est et de ce qui sera. Raison pour laquelle, tout son



Anass Saïd Chaihane jeune humoriste engagé pour le climat.

salut ne revient au COSEP, qui n'a ménagé aucun effort pour garder intact ce beau pays lors de la catastrophe Kenneth. « Il est temps que je me demande, qu'est ce que j'ai fait pour contribuer à l'unité et à solidarité de mon pays ? Quel héri-

tage laisse-t-on à nos enfants si l'on détruit la nature ? », s'interroge-t-il. Pourquoi le sketch « Kenneth » ? L'artiste explique largement que ce jour là, ce fut le jour de l'union et de la solidarité d'un pays meurtri et détruit. C'est là où vient l'idée de

saluer les efforts de tout un chacun, à travers l'humour dans l'espérance que le passage de Kenneth était une leçon pour toute personne dotée d'intelligence pour que la nature ne soit jamais mutilée.

Biographie

Né le 1er janvier 1993, Anasse Cheihane Saïd du nom de scène Doyen Anasse, est natif de Mdjoezi dans le Hambou. Il est licencié de l'université des Comores à la faculté de sciences et techniques, d'où poursuit jusqu'à lors son master de mathématiques et agent actuel de l'ASECNA. Dès son plus jeune âge, il était inspiré par le comédien Patson de Jamel Comedy Club, il a même fait plusieurs de ses sketches en 2004 dans les fêtes scolaires. En 2016, il rencontre Fouad Salim et le CCC, c'est là où il a commencé à écrire ses propres sketches.

Andjouza Abouheir

EXTRAIT DU CAHIER DE CHARGES

L'an deux mil dix-Neuf
Et le lundi 28 Octobre

Nous, Maître MZE Azad, Avocat au barreau de Moroni, sis à Dar Saanda, Immeuble Ridjali, BP 2223 Moroni Comores, tel 346 37 67 soussigné, avons dressé le présent cahier de charges d'adjudication d'un immeuble.

En exécution de l'Arrêt N° 45/14 du 13/08/14, rendu par la Cour d'Appel de Moroni, statuant en matière civile et en dernier ressort, lequel Arrêt ayant la formule exécutoire entre la **Banque pour l'Industrie et le commerce (BIC)** d'une part, et Madame BARWANE NOUROU SOIBAHA, demeurant à Moroni sur l'enseigne « SAYA NDJEMA », où étant à Moroni Djivani dans son domicile d'autres part

Pour parvenir à la vente par adjudication des immeubles ci-après désignés :

- 1- la propriété dite « **ZILIMADJOU** » sise à Zilimadjou-Moroni Grande Comores ayant une contenance déclarée légalement de : DEUX HECTARSES DOUZE ARES QUARANTE CENTIARES (2H 12A 40CA)
- 2- la propriété dite « **ZILIMADJOU** » N° 96-54/DOM sise à Zilimadjou-Moroni Grande Comores demandée en immatriculation par Mr Hassan El-barwan en qualité de propriétaire suivant réquisition N°3416DLA, déposé à la conservation foncière de Moroni

Ces immeubles présentement affectés en hypothèque au profit de la **Banque pour l'Industrie et le commerce (BIC) S.A.**, appartient en toute propriété à Mr HASSAN EL-BARWAN.

A LA REQUETE DE

La Banque pour l'Industrie et le commerce (BIC), Société Anonyme de droit comorien, au capital de 300 000 000 F COMORIENS dont le siège est à Moroni Place de France, représentée par son Directeur Général, demeurant à Moroni.

ORIGINE DES PROPRIETES

Les immeubles présentement affectés en hypothèque au profit de la **Banque pour l'Industrie et le commerce (BIC)** appartient en toute propriété à monsieur Hassan El-Barwan ;

ARTICLE 16 : AUDIENCE DITE EVENTUELLE

L'audience éventuelle au cours de laquelle il sera statué sur les dires et observations qui auraient été formulés a eu lieu le mardi 27 mars 2018

2

ARTICLE 17 : MISE A PRIX ET MODE DES ENCHERES

Les immeubles à vendre dit « **ZILIMADJOU** » N°341-DLA sise à Moroni Zilimadjou seront offerts aux enchères publiques sur la mise à prix de **63.120.539 Fc (Soixante-trois millions cent vingt mille cinq cent trente-neuf francs comoriens)** sans préjudice de tous autres dus, agios, intérêts et frais, le tout en dernier ou quittance valable.

Elle aura lieu en deux lots.

L'adjudication sera prononcée au profit de plus offrant et dernier enchérisseur et après trois feux successivement allumés à la limite de celui durant lequel l'enchère aura été portée, auront brûlé et seront éteints sans nouvelle enchère pendant leur durée.

Les enchères seront portées de vive voix et on ne constatera que la dernière.

Au cas où il ne se présenterait pas d'enchère et sur demande expresse du poursuivant, l'immeuble ci-dessus pourra lui être adjudgé au montant de la mise à prix.

La vente se tiendra aux enchères publiques, le **Lundi 18 novembre 2019 à 10H00 minutes**, au Cabinet de Maître Mohamed Assoumani Abdallah, Notaire à Moroni et y demeurant au quartier Ambassadeur, près de la Pharmacie Publique. (Ancienne PNAC)

Tel n° 333 07 79

ARTICLE 24 : CLOTURE

Le présent cahier des charges est dressé par Maître MZE Azad, Avocat de la **Banque pour l'Industrie et le commerce (BIC)**

Maître MZE Azad

INTERVIEW

Elle se confie sur son cancer de sein

Suite de la page 1

LGDC : Qu'espérez-vous après une telle révélation à visage découvert pour une maladie considérée comme taboue dans la société ?

MC : Ce n'est pas facile de parler de soi-même et encore moins quand il s'agit de sa maladie. Néanmoins, mon témoignage est pour moi une occasion de plus, de parler de ce tueur silencieux, montrer qu'il n'y pas de honte à être malade et qu'il faut en parler pour réveiller les consciences. Pour moi,

la honte c'est qu'au troisième millénaire, notre pays ne dispose pas d'une stratégie nationale contre le cancer.

LGDC : Où en êtes-vous avec le traitement ?

MC : Je suis en phase de rémission et je prie Dieu que le pire soit passé. Merci à tous ceux qui m'ont aidée et soutenue tout le long de ce cauchemar.

LGDC : Vous avez mis sur pied une association contre le cancer chez la femme, l'ACCF.

Comment comptez-vous sensibiliser les femmes contre ce que vous qualifiez de « tueur silencieux » ?

MC : Effectivement, je fais partie des membres fondatrices de l'ACCF. Nous menons la sensibilisation à travers des déplacements dans les régions pour rencontrer les femmes, des émissions radiotélévisées, et récemment par les réseaux sociaux via notre page facebook. Le 4 février dernier, journée mondiale contre le cancer, nous avons rencontré des femmes à Volovolo avec l'appui du Dr Issa Soulé. Pour ce mois d'octobre, en plus des 2 émis-

sions radiotélévisées, nous avons réalisé une campagne de sensibilisation au dépistage du cancer du sein avec la mammographie à prix réduit. Je saisis cette occasion pour remercier le Cabinet d'Imagerie médicale pour sa bonne collaboration. Nous avons enfin organisé ce qu'on a appelé la marche rose le mercredi dernier. Et bien entendu, on ne va pas s'arrêter là.

LGDC : Auriez-vous des statistiques sur les cas de cancer aux Comores ?

MC : Une présentation du Dr

M'MADI IBOUROIHIMA Gynécologue-Obstétricien, datant de 2013, montre que sur 495, les cancers gynécologiques représentent 46,06% et celui du col de l'utérus arrive en première position.

LGDC : Un dernier mot ?

MC : On est tous concernés par cette maladie. Nous devons tous nous mobiliser.

Propos recueillis par
Toufè Maecha, Paris

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SUR LA CONFÉRENCE DE PARIS

Azali Assoumani : " Cette conférence de Paris est pour le bien et le développement des Comores "

Le président de la République était à Mohéli le 1er novembre dernier pour une sensibilisation et approbation de la conférence des partenaires au développement des Comores du 02 – 03 décembre à Paris. C'était une opportunité pour les participants, acteurs du développement des Comores, de comprendre l'importance et les objectifs de ce rendez-vous. Ils ont salué l'initiative du gouvernement tout en espérant que la conférence apportera des solutions au développement du pays.

Un mois de la conférence des bailleurs de fonds à Paris les 2 et 3 décembre prochain, le gouvernement passe à l'action en entamant des séances de sensibilisation. Le vendredi dernier, le chef de l'Etat et les membres du comité d'organisation se sont rendus à l'Île de Djumbé Fatima où ils ont tenu leur première réunion de sensibilisation. Lors de ce grand rendez-vous, les organisateurs espèrent offrir une

plateforme pour présenter le plan des Comores émergent à ses partenaires et de montrer l'ambition du gouvernement à inscrire l'Union des Comores sur une trajectoire d'émergence à l'horizon 2030. « Nous allons présenter les opportunités d'investissements dans les secteurs porteurs de croissance et montrer les potentialités économiques de pays », a expliqué Abdourazak Ibrahim, le directeur de planification au commissariat général au plan. Ce dernier a montré que ce plan permettrait à l'archipel d'obtenir auprès des partenaires bi et multilatéraux un financement mais aussi d'accéder à des réseaux de partenaires privés internationaux et de mobiliser des financements pour les grands projets.

Selon lui, le plan Comores émergent décline les secteurs essentiels dont le tourisme, l'économie bleue, les services financiers, l'agriculture et l'industrie. Encore plus des thématiques sur les infrastructures, le numérique, le capital humain, la gouvernance, l'environnement des

affaires et les ressources naturelles, seront les facteurs catalyseurs de cette conférence. L'assistance présente à cette réunion a profité de l'occasion pour poser des questions sur le secteur de l'éducation, de l'agriculture, de l'élevage et bien d'autres.

Lors de cette rencontre, le président Azali Assoumani a tenu à saluer l'adhésion des comoriens à cette conférence. « C'est un immense plaisir d'entendre vos interventions car cela signifie que la population comorienne adhère à l'organisation de la conférence de Paris ». Rappelant la particularité de l'Île de Mohéli dans l'archipel, le président de la République a fait un bref historique. « C'est ici qu'on fait toujours les cérémonies et les réunions pour le bien des Comores. Comme vous voyez, on est venu ici pour commencer la première cérémonie de sensibilisation et d'appropriation de la conférence des partenaires au développement des Comores », souligne le Chef de l'Etat.



Le président Azali entame à Mohéli sa campagne de sensibilisation pour la conférence de Paris.

Pour cette journée de sensibilisation, le locataire de Beit Salam a insisté sur l'éducation. Il affirme qu'il faut du potentiel, des jeunes compétents avec des connaissances nécessaires dans tous les domaines. « C'est pourquoi je dis et je le redis

que le fer de lance pour l'émergence c'est l'éducation », avance-t-il avant d'ajouter que « sans une bonne éducation, aucune émergence n'est possible ».

Nassuf Ben Amad

Berthier Béatrice : " Un travail bien fait avec une durée courte "

Un mois de travaux a suffi pour la réhabilitation de 24 douches et 12 toilettes pour les élèves et 6 pour les professeurs au lycée de Moroni. Toutes les parties, ambassade de France à travers le SCAC, entreprise et administrateurs du lycée, se disent satisfaites. En visite in extremis dans les lieux, la chargée économique du SCAC, Berthier Béatrice s'est imprégnée de l'avancement de ces derniers et approuve qu'ils soient « bien faits ».

24 douches et 12 toilettes pour les élèves et 6 toilettes pour les profs ont été rénovées au Lycée Said Mohamed Cheikh de Moroni. Une bonne nouvelle pour les élèves mais aussi pour le proviseur de ce centre. Ces travaux qui ont duré 1 mois, ont été effectués sous financement de l'ambassade de France en Union des



Visite des travaux de réhabilitation réalisés au lycée de Moroni.

Comores à travers son Service de Coordination et d'Action Culturelle (SCAC). La chargée économique de ce service de l'ambassade montre sa satisfaction quant au respect de la durée et le déroulement des travaux. « Les travaux sont bien réalisés, dans le temps et avec professionna-

lisme. Personnellement, j'approuve que c'est du bon travail », se réjouit-elle en espérant que dans l'avenir ils vont travailler « encore » avec cette entreprise. « On leur avait donné 30 jours pour réhabiliter ces vestiaires et sanitaires de ce lycée. Et à ce que je vois là les travaux sont terminés.

C'est un travail bien fait avec une durée courte », affirme Berthier Béatrice.

D'autre part, Anissati Djoubeiri, gérante de l'Entreprise de Bâtiment et Travaux Publics (EBTP) montre sa satisfaction auprès de son équipe. « On avait 1 mois pour réhabiliter les vestiaires et sanitaires du lycée de Moroni. Nous avons pu terminer les travaux dans les délais. Je suis fier et je remercie mon équipe d'avoir travaillé dure afin qu'on puisse finir ce projet à la date prévue », indique Anissati Djoubeiri. Mêmes propos pour Zainaba Mohamed Rachid, architecte chargée des études et contrôleur, suivi des travaux de ce projet. A en croire l'architecte « après 20 ans d'expérience, je suis satisfait car les travaux prévus sont les travaux réalisés ». « On avait une courte durée mais cela nous a obligé à travailler beaucoup pour y arriver dans les meilleurs délais », poursuit-

elle. En tant que parent, l'architecte se dit satisfaite et remercie l'ambassade de France et le proviseur du lycée « d'avoir apporté une solution à ce problème de santé publique ».

Comblé de joie, Mohamed Ali Abdallah, proviseur de lycée de Moroni n'en revient pas. Il affirme que « avant d'être parent, enseignant et proviseur j'étais aussi élève. Donc je me mets à leur place. La réhabilitation des vestiaires et sanitaires était primordial », dit-il tout fier avant de remercier « infiniment » l'ambassade de France, le Service de Coordination et d'Action Culturelle (SCAC) notamment Berthier Béatrice pour leur appui à la réalisation de ce projet. « Nous espérons, au fur et mesure, réhabiliter d'autres parties de ce lycée », conclut-il.

Nassuf Ben Amad

PRODUITS CHIMIQUES

Un élément clé du puzzle de la gouvernance mondiale des produits chimiques

La quinzième réunion du Comité d'étude des produits chimiques (CRC-15) de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques dangereux et pesticides dans le commerce international, s'est tenue du 8 au 10 octobre 2019 au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à Rome, en Italie.

Le comité a été créé pour examiner les produits chimiques et les formulations de pesticides conformément aux critères énoncés dans la Convention, respectivement aux annexes II et IV, et faire des recommandations à la Conférence des Parties concernant l'inscription de

ces produits chimiques à l'annexe III. Il faut savoir que l'inscription au titre de la Convention de Rotterdam ne constitue pas une interdiction, mais initie un processus d'échange d'informations entre les parties à la Convention pour le commerce de ces produits chimiques ou de préparation des pesticides extrêmement dangereux.

La CRC a été créée pour examiner les notifications de mesures de réglementation finales concernant les produits chimiques et les formulations de pesticides potentiellement dangereux. Aussi à sa quinzième réunion, le comité a examiné le projet de document d'orientation des décisions concernant l'acide perfluorooctanoïque (PFOA), ses sels et ses composés apparentés, élaboré par le groupe de rédaction intersessions. Pour rappel, la PFOA, ses sels et leurs composés



Participants à la Réunion.

ont de nombreuses utilisations, notamment dans les batteries de cuisine antiadhésives, les tapis et les tissus résistant aux taches, entre autres.

Le Comité est chargé entre autres, d'examiner les mesures de réglementation finales que les parties prennent sur les produits chimiques. Et si deux mesures réglementaires prises par des pays de deux régions PIC répondent aux critères, le Comité peut alors recommander que le produit chimique soit inscrit dans la Convention de Rotterdam.

Par ailleurs, la moitié des membres ayant terminé leur mandat, il incombera aux autres membres de servir de mémoire institutionnelle et de transmettre les précédents aux nouveaux membres du CRC. Grâce à cette approche traditionnelle, le Comité peut continuer à transmettre ses recommandations à la Conférence des Parties et, si elles sont acceptées, à fournir des informations techniques fiables aux parties et aux autres personnes œuvrant pour la gestion rationnelle des produits chimiques.

En clôturant la réunion, le prési-

dent Noluzuko «Zukie» Gwayi a remercié tous les participants, en particulier les membres sortants, et a exhorté tous les participants à contribuer à la promotion de l'objectif de la Convention de Rotterdam et de son rôle dans la gestion rationnelle des produits chimiques. Alors que les problèmes de gestion des produits chimiques continuent d'évoluer, le CRC s'est imposé comme un élément clé du puzzle de la gouvernance mondiale des produits chimiques.

Mmagaza

l'abonnement
à La GAZETTE tellement plus simple
Contact 322 76 45 ou 377 31 91



UNION DES MUTUELLES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT YA KOMOR (U-MECK)

Direction Générale
Direction administrative
S. Ressources Humaines

AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre du renforcement des effectifs du réseau MECK, la Direction générale de l'Union des Mutuelles d'Épargne et de Crédit ya Komor (U-MECK) recrute sur concours un(e) technicien de maintenance informatique.

I. GENERALITES :

1. Titre du poste : **maintenance informatique.**
2. Exigence du poste : **Etre de nationalité comorienne et libre de tout engagement au plus tard le 02 décembre 2019;**
3. Durée du contrat : **2 ans renouvelable;**
4. Lieu d'affectation : - **Direction générale de l'Union des MECK ;**
5. Catégorie professionnelle : **Technicien ;**

II. COMPETENCES ET QUALIFICATIONS REQUISES :

- * Avoir un diplôme BAC + 2 en informatique, électronique.
- * Disposer d'une expérience d'au moins 2 ans à un poste de responsabilité ;
- * Maîtriser l'utilisation des logiciels de Gestion de Maintenance Assisté par Ordinateur(G.M.A.O) ;
- * Avoir l'esprit d'analyse, méthode, réactivité, rigueur est obligatoire.

III. PIÈCES À FOURNIR:

- 1- Curriculum Vitae,
- 2- Lettre de motivation adressée au Directeur général de l'U-MECK ;

- 3- Copie certifiée du/des diplôme(s) ou certificat(s) requis ;
- 4- Copie de la carte d'identité biométrique ;
- 5- deux (2) photos d'identité récentes ;
- 6- Extrait du casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois ;
- 7- Certificat de travail.

IV. DEPOTS DES DOSSIERS :

Les dossiers des candidatures doivent être adressés au Directeur général de l'Union des MECK, sous pli fermé portant la mention : «Recrutement Technicien de maintenance informatique de l'U-MECK»

☞ **Date limite : Le samedi 16/11/2019 à 11h00mn**

☞ Lieu :

- Direction générale de l'U-MECK à Moroni face du marché volo-volo. Tel: 773 36 40/ 773 80 20/ 333 87 30 ;
- Direction générale de l'U-MECK antenne d'Anjouan à Chitsangani. Tel : 7611239/ 7711858 ;

N.B

- Toutes les étapes de sélection vont se dérouler aux Comores.
- Tout dossier incomplet ou déposé après la date limite ne sera pas examiné.
- Seuls les candidats retenus seront contactés.



Le Bureau du Coordonnateur Résident des Nations Unies aux Comores procède au recrutement d'un(e) Chargé(e) de la coordination du développement, gestion des données et suivi et communication de rapports sur les résultats. Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de postuler en ligne au lien ci-dessous :

1. Poste Chargé(e) de la coordination du développement, gestion des données et suivi et communication de rapports sur les résultats:

https://jobs.partneragencies.net/erecruitjobs.html?JobOpeningId=26709&hrs_jo_pst_seq=1&hrs_site_id=2

Le délai de soumission des candidatures est fixé au 10 novembre 2019.

Remarques :

- **Les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétences égales, les candidatures féminines sont privilégiées.**
- **Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contactés.**

EDUCATION

L'IUT et Formalog s'associent pour former praticiens de logiciels de gestion

Le 2 novembre dernier, l'Institut Universitaire de Technologie (IUT) a procédé à une signature de partenariat avec l'organisme de formation spécialisée dans l'informatique appelée Formalog Océan Indien. Cette signature a pour but d'allouer et d'accompagner les étudiants et le corps professoral de l'IUT pour acquérir des compétences sur les solutions logicielles telle que SAGE comptable quant à la performance des entreprises privées et publiques.



Un accord de partenariat a été signé le samedi dernier, entre l'Institut Universitaire de Technologie (IUT) et la société Formalog. Cet accord permettant aux deux institutions de travailler ensemble a été favorisé par Ahmed Moussa qui est le représentant de Formalog et enseignant à l'IUT. « Pour éviter de dialoguer personnellement avec une société éditrice

afin d'obtenir un accord me permettant d'enseigner la pratique de son logiciel comme l'année dernière. Cette année j'ai sollicité ce partenariat avec Formalog », a expliqué Ahmed Moussa. Dans cette logique, Christophe Cabrera a ajouté que «

on est là pour accompagner les étudiants de l'UIT, pour leur offrir des outils capables de les rendre compétents à travers les logiciels de gestion. Car ils sont les futures comptables de ce pays. Nous allons également appuyer le corps enseignant

dans la pratique du logiciel Sage comptable ». Pour cela a-t-il indiqué « on ne dirigera pas des cours magistraux mais des travaux dirigés (TP). Ce qui va permettre aux étudiants de comprendre le mécanisme d'une écriture comptable, et mettre en application ce qu'ils ont appris sur un logiciel de gestion ».

Ce partenariat va développer l'activité formalog Sage aux Comores à travers des formations basées sur la maîtrise du système informatique. Ce transfert des compétences est facilité par le développement de la fibre. Le gouvernement comorien œuvre beaucoup pour développer le réseau fibré ce qui est nécessaire pour l'apprentissage et l'utilisation des applications logicielles a reconnu Christophe. Et de déterminer que « pour appréhender les solutions logicielles, il va falloir que l'IUT dispose d'une salle informatique pour pouvoir installer les logiciels de gestion ».

Quant au directeur de l'UIT,

Ahmed Bacar il a applaudi l'initiative tout en montrant que les jeunes comoriens constituent l'avenir du pays. Et de se réjouir du fait que « le gouvernement, plus particulièrement l'Université des Comores a compris que ses composantes telles que l'IUT peuvent proposer des initiatives qu'ils jugent favorables aux étudiants. Je loue également la volonté de l'organisme Formalog de nous apporter une pierre à l'édifice concernant le monde informatique ». Les étudiants de leur côté se disent ravis de l'accord signé « on a appris la gestion, la comptabilité théoriquement mais avec ce partenariat nous avons la chance de pouvoir exercer nos savoirs de façon pratique. Et cela va nous familiariser avec les solutions logicielles, ce qui nous avantage par ailleurs dans le monde du travail », a confié Abdou Omar étudiant en GEA.

Kamal Gamal



UNION DES MUTUELLES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT YA KOMOR (U-MECK)

Direction Générale

Direction Administrative
Sce. Ressources Humaines

AVIS DE RECRUTEMENT

En vue du remplacement du Directeur Général actuel de l'Union des MECK qui part en retraite, la Direction générale du réseau MECK recrute UN DIRECTEUR GENERAL.

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Institution Financière Décentralisée (IFD) de type mutualiste, le Réseau des Mutuelles d'Épargne et de Crédit ya Komor (MECK) est né de la transformation institutionnelle du Projet d'Appui aux Initiatives Économiques de Base (AIEB) du Fonds International de Développement Agricole (FIDA). A ce jour, il occupe la première place du secteur financier comorien qui compte onze (11) structures dont huit (08) établissements de crédit à savoir : quatre (4) banques classiques et quatre (4) institutions de microfinance.

Le Réseau des MECK compte quatorze (14) MECK de base réparties sur trois des quatre îles du territoire national : (i) soit neuf (9) à Ngazidja; (ii) quatre (4) à Anjouan; (iii) et une (1) à Mohéli. Suivant la classification des MECK de base, on dénombre : une (1) grande MECK représentant 49.50% du total de bilan de l'ensemble du Réseau, huit (8) MECK moyennes et quatre (5) petites MECK. L'Union est dirigée par un conseil d'administration élu et une Direction générale comprenant six entités techniques couvrant toutes les fonctions.

Fort de son statut de première institution financière du pays, l'Union des MECK compte plus de 100.000 membres. Avec plus de 270 agents salariés, répartis dans 25 agences à travers le pays, le réseau MECK favorise l'inclusion financière des plus modestes et permet à ces derniers d'accéder à des services financiers.

Le réseau est arrivé à maturité, avec 22 ans d'expérience. Pour conforter sa place dans l'échiquier national, faire au face à une concurrence exacerbée et répondre aux exigences de ses membres, l'Union des MECK ambitionne de lancer un plan de transformation, autour de son cadre juridique, son modèle d'intervention, son système d'information et de son mode de gouvernance. Il bénéficie actuellement d'un projet d'appui au financement du secteur productif financé par

l'Agence française de développement (AFD) sur la période 2018-2021, comprenant une ligne de crédit ciblée et un appui technique apporté par le consortium HORUS-Development Finance-ADIE comportant une assistance à la maîtrise d'ouvrage (assistant technique résident partagé avec l'Union Régionale des Sanduk d'Anjouan (URSA) et un volet d'assistance technique court terme visant à la fois un renforcement général et un appui au développement de l'offre de financement au secteur productif.

Les travaux réalisés sur le diagnostic et le plan stratégique ont montré d'importants besoins de renforcement de l'Union des MECK pour répondre aux meilleurs standards d'un réseau mutualiste de cette envergure. Ce renforcement serait facilité par le recrutement d'un directeur général pour une phase de 2 ans renouvelable.

Le DG aurait pour principales tâches :

- * D'exercer pleinement la fonction de DG
- * De veiller à une gestion efficace, rigoureuse, et dynamique de la l'ensemble du réseau
- * D'apporter les meilleures pratiques de la microfinance en veillant à l'application des dispositions légales, réglementaires et statutaires du réseau.
- * D'accompagner d'une manière énergique les réformes en matière de gestion pour aboutir à une gestion harmonisée de l'ensemble du personnel du réseau par la faitière.
- * D'instaurer une culture mutualiste dans le réseau
- * Permettre le développement d'une culture d'entreprise forte
- * Renforcer la bonne gestion financière de la faitière et des caisses de base en favorisant la croissance, la pérennité, l'inclusion financière tout en mettant en place les processus indispensables
- * De définir et mettre en place les différents fonds du réseau
- * De veiller à la réussite du Plan Stratégique (De

renforcer les capacités de l'encadrement en instaurant les meilleures pratiques de la mutualité)

PROFIL ET OBJECTIFS DU DG

Le candidat retenu devra présenter les qualités suivantes :

- * Être de nationalité comorienne
- * Être titulaire d'au moins un master en économie, gestion bancaire ou équivalent;
- * Avoir occupé des postes de direction dans une grande institution mutualiste.
- * Avoir au moins 10 ans d'expérience dans le secteur de la microfinance ou équivalent dont au minimum 5 ans à des postes de direction.
- * Présenter d'excellentes qualités de manager, d'animateur de réseau.
- * Faire preuve d'un esprit coopératif et mutualiste développé notamment dans l'animation de la gouvernance mutualiste.
- * Avoir une bonne connaissance du processus de changement.
- * Être capable de définir et mener des plans de redressement de caisses en difficulté.
- * Être qualifié dans la gestion des partenariats (mobilisation de ressources, esprit et qualité de négociateur).
- * Faire preuve de capacités de mobilité importante, homme de terrain pouvant se déplacer fréquemment et être présent dans les différentes zones de l'Archipel.
- * Avoir une bonne maîtrise des techniques et outils financiers de la finance mutualiste).
- * Avoir de bonnes capacités relationnelles,
- * Posséder un excellent niveau de rédaction en français
- * Maîtriser l'anglais.

Les objectifs spécifiques qui seront fixés au DG comprendront :

- * La mise en œuvre du plan stratégique.
- * La définition (avec les équipes dédiées) des politiques et procédures améliorées.

- * Le renforcement de l'organisation.
- * Le développement et la diversification des activités.

* La mise en place progressive d'une caisse centrale (organe financier du réseau) et des fonds financiers permettant de renforcer la sécurité financière du réseau.

* Opérer un transfert de connaissances et de compétences envers ses collaborateurs, en vue d'assurer la continuité de l'institution en cas d'empêchement

II. PIÈCES À FOURNIR:

- * Curriculum Vitae,
- * Lettre de motivation adressée au Président de l'Union des MECK ;
- * Présenter deux (2) référents
- * Copie certifiée du/des diplôme(s) ou certificat(s) requis ;
- * Copie de la carte d'identité biométrique ;
- * Deux (2) photos d'identité récentes ;
- * Extrait du casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois ;
- * Certificat de travail ;
- * Certificat médical datant de moins de trois(3) mois.

III. DEPOTS DES DOSSIERS :

Les dossiers des candidatures doivent être adressés au Président de l'Union des MECK, sous pli fermé portant la mention : «Recrutement Directeur Général de l'U-MECK»

☞ **Date limite : Le samedi 23/11/2019 à 11h00mn**

☞ **Lieu :**

• Direction générale de l'U-MECK à Moroni face du marché volo-volo.

Tel:773 36 40/ 773 80 20/ 333 87 30 ;

N.B

* Le candidat retenu doit être libre de tout engagement **au plus tard le 02 janvier 2020;**

UNION DES COMORES

Unité - Solidarité - Développement

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, et de l'Environnement,

Direction Nationale des stratégies Agricoles et de l'Elevage

Appel à candidature pour le recrutement des consultants ci-dessous pour le besoin de l'unité de gestion du projet intégré pour le développement des chaînes de valeur et de la compétitivité (PIDC :P164584)

Contexte

Le Projet Intégré de Développement des Chaînes de valeurs et de la Compétitivité (PIDC P164584) est un projet du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement et du Ministère des Finances, du budget et du Secteur Bancaire sous financement de la Banque Mondiale/IDA à hauteur de 25 millions de dollars sur une durée de 5ans. Le projet a pour objet de promouvoir le développement des MPME et des acteurs de la chaîne des valeurs concernée dans l'Agriculture, le Tourisme et les secteurs associés aux Comores. Dans ce cadre le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement lance un appel à candidature pour les postes ci-dessous

Le(a) spécialiste en Sauvegarde Sociale**1. OBJECTIFS DE LA MISSION**

Le(a) spécialiste en Sauvegarde Sociale sera basé(e) au niveau central et sera chargé(e) d'assurer que :

(a) les activités du projet soient conformes aux politiques de sauvegarde sociale tels que définies dans les accords de financement du projet ainsi que dans les documents cadres du projet (Cadre de gestion environnementale et Sociale ou CGES, Cadre de Politique de réinstallation du projet ou CPR),

(b) les principes et les activités liés à l'engagement citoyen dans le cadre du projet soient respectés et mis en œuvre.

En ce sens le(a) spécialiste en sauvegarde Sociale sera en charge :

du développement, du pilotage des études/activités en sauvegarde sociale/engagement citoyen du projet (incluant le mécanisme de gestion des plaintes du projet) incluant revue des qualités des documents, de l'élaboration des documents de sauvegarde (à savoir, mais sans être exhaustif, les EIES, les PGES, les Plan d'Actions de Réinstallation -PAR- des guides opérationnelles) et des documents techniques et pratiques en matière d'engagement citoyen de l'appui à la mise en œuvre de ces documents et de l'évaluation de la mise en œuvre, le tout conformément aux politiques et exigences applicables,

de sensibilisation et de renforcement des acteurs en matière de sauvegarde sociale et en matière d'engagement citoyen du consolidation des données, des acquis, des bonnes pratiques en matière de sauvegarde sociale et en matière d'engagement citoyen, et du développement des différents rapports de suivi et de mise en œuvre en matière de sauvegarde sociale et en matière d'engagement citoyen.

2. LIVRABLES

Le consultant remettra au Projet les livrables ci-après : des rapports mensuels sur l'avancement des activités, les rapports d'études, ou les documents de sauvegardes requis conformes aux dispositions juridiques nationales et aux politiques de sauvegarde de la Banque Mondiale déclenchées par chaque sous-projet,

3. DUREE ET LIEU D'AFFECTION

Le Spécialiste sera recruté à plein temps pour une durée de un an renouvelable, avec une période probatoire de trois mois puis une évaluation des performances. Le contrat pourra ensuite être étendu pour quatre ans. Il sera rattaché au Coordonnateur National du Projet. Il sera basé à Moroni, et sera appelé à effectuer des déplacements dans les régions d'intervention du PIDC.

4. PROFIL

Le Spécialiste en Sauvegarde sociale doit avoir le profil ci-après :

Qualifications et expériences minimales requises :

Titulaire d'un diplôme BAC + 5 dans le domaine social, d'études d'impacts environnemental et social, ou diplômes équivalents mais avec au minimum 6 ans d'expériences dans en études d'impacts sociaux et d'appui aux projets de développement sociaux ;

Expériences probantes dans le domaine du développement social et plus particulièrement : gestion des risques sociaux, sauvegarde sociale (particulièrement réinstallation involontaire de personnes), inclusion sociale (incluant genre), engagement citoyen /redevabilité sociale et développement communautaire, gestion des conflits et des plaintes ; Fortes expériences en suivi et évaluation de projets ;

Excellente capacité rédactionnelle en langue comorienne et en français;

Excellente maîtrise du Français

Un spécialiste en sauvegarde environnementale**1. OBJECTIFS DE LA MISSION**

Le spécialiste en sauvegarde Environnementale sera basé au niveau central et sera chargé d'assurer que les activités du projet soient conformes aux politiques de sauvegarde environnementale tels que défini dans les accords de financement du projet ainsi que dans les documents cadres du projet (Cadre de gestion environnementale et Sociale ou CGES, Cadre de gestion intégrée des pestes et pesticides ou CGIPP). En ce sens le spécialiste en sauvegarde Environnementale sera en charge :

du développement, du pilotage des études environnementales du projet, incluant revue des qualités des documents, de l'élaboration des documents de sauvegarde (à savoir, mais sans être exhaustif, les EIES, les PGES, des guides opérationnelles)

de l'appui à la mise en œuvre de ces documents et de l'évaluation de la mise en œuvre, le tout conformément aux politiques et exigences applicables,

de sensibilisation et de renforcement des acteurs en matière de sauvegarde environnementale

du consolidation des données, des acquis, des bonnes pratiques environnementales, et

du développement des différents rapports de suivi et de mise en œuvre en matière de sauvegarde environnementale.

2. DUREE ET LIEU D'AFFECTION

Le Spécialiste sera recruté à plein temps pour une durée de un(1)an renouvelable, avec une période probatoire de trois mois puis une évaluation des performances. Le contrat pourra ensuite être étendu pour quatre ans

Il sera rattaché au Coordonnateur National du Projet.

Il sera basé à Moroni, et sera appelé à effectuer des déplacements dans les régions d'intervention du PIDC.

3. PROFIL

Le Spécialiste doit avoir les qualifications suivantes :

Qualifications requises :

Spécialiste en Etudes d'impacts environnemental, en gestion de risques environnemental et social,

Titulaire d'un diplôme BAC + 5 au minimum ou Ingénieur avec 10 ans d'expériences au minimum dans un projet similaire dans le domaine de l'environnement ou diplôme équivalente ;

Excellente capacité rédactionnelle en langue comorienne et en français;

Excellente maîtrise du Français

Un consultant chargé d'élaborer un manuel des procédures administratives, financières et comptables**1. OBJECTIF DE LA MISSION**

Le ou (la) Consultant (e) sera placé (e) sous l'autorité directe du Coordonnateur du Projet et assurera une mission d'élaboration du Manuel des Procédures opérationnels, administratives, financières, comptables gestion des plaintes et de sauvegarde

Il aura pour tâches de :

Echanger sur le cadre formel d'exécution des opérations à caractère administratif, financier et comptable retenu par le

Projet ;

Echanger avec les membres de l'UGP dans la formalisation des principales règles de gestion administrative, financière et comptable ;

Décrire les procédures d'exécution des dépenses dans des conditions garantissant un contrôle interne efficace, en formalisant les contrôles à effectuer au sein de la structure et identifier les responsables de ceux-ci à chaque étape du circuit des documents ;

Echanger avec le personnel de l'UGP directement ou indirectement engagé dans l'exécution du Manuel sur les règles et procédures susceptibles de créer un conflit de compétence ;

Faire approprier à l'UGP pendant l'atelier de formation les aspects d'organisation administrative, financière et comptable du Manuel ;

Compiler et présenter à l'UGP les informations du manuel élaboré conformément au plan ci-dessous ;

Porter assistance dans la mise en place du système comptable décrit dans le manuel en proposant des outils (template) simples à utiliser et adaptés aux besoins du projet

Porter assistance au ministère de l'Energie, de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement pour une amélioration de son manuel de procédure et pendant la présente mission faire référence aux manuels et procédures déjà existants.

Prendre part à l'atelier de validation de ces deux manuels

Rédiger et présenter un rapport de la mission.

2. LIEU ET DUREE DE LA MISSION LIEU ET DUREE DE LA MISSION

La mission s'effectuera à Moroni et durera vingt (20) jours

qualifications requises :

Etre titulaire au minimum d'un Master (BAC + 5) en Economie, en Gestion, en Administration générale ou tous autres domaines similaires ;

Avoir une expérience d'au moins cinq (05) ans dans la gestion administrative, financière ou comptable, de préférence dans un projet financé par les bailleurs de fonds internationaux (Banque Mondiale, Fonds mondial, BAD, Union Européenne, AFD, etc.) ;

Bonne connaissance des normes comptables internationales admises et du système comptable SYSCOHADA

Avoir l'expérience de rédaction des documents similaires au niveau international ;

Avoir le contact facile et posséder des capacités à animer un atelier ;

Avoir l'aptitude à analyser, synthétiser et rédiger des rapports;

Excellente maîtrise de l'informatique (Word, Excel et autres).

Les dossiers de candidature comprendront :

Un CV ;

Les copies certifiées du ou des diplômes justifiant la qualification ;

Le ou les attestations de travail justifiant l'expérience du candidat.

Une lettre de motivation

La date limite de dépôts des candidatures est le 18 novembre 14h30. Les dossiers doivent être déposés au secrétariat général du Ministère de l'Agriculture de la Pêche et de l'Environnement avec Mention du poste Pour toute information complémentaire s'adresser au bureau du coordinateur :